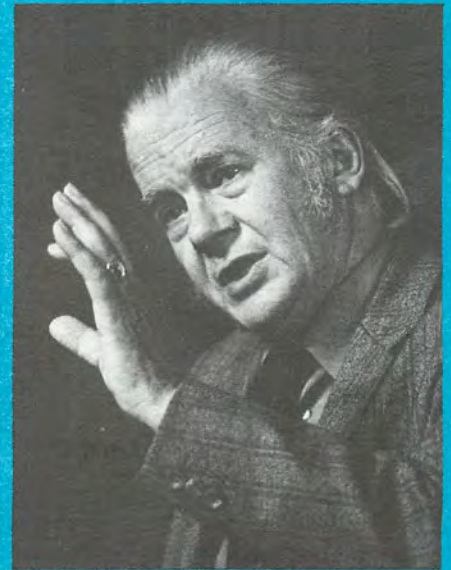
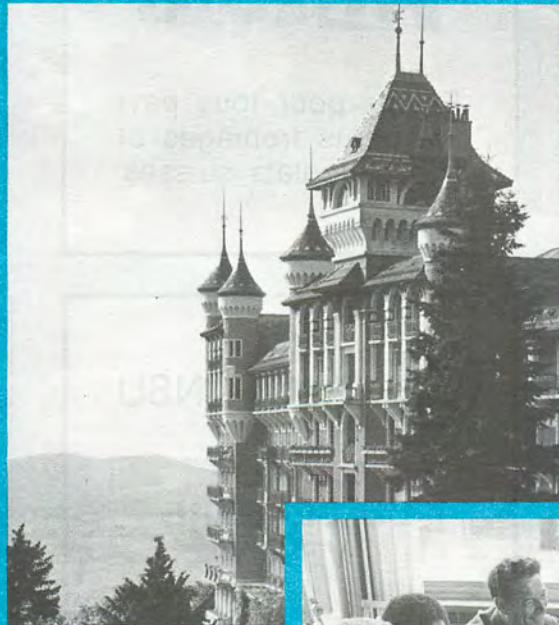
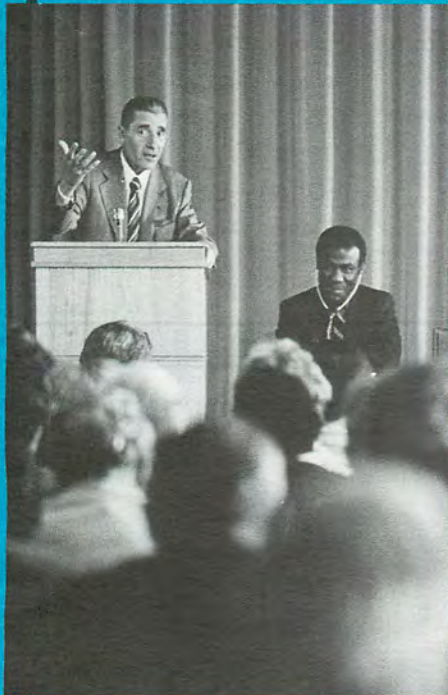
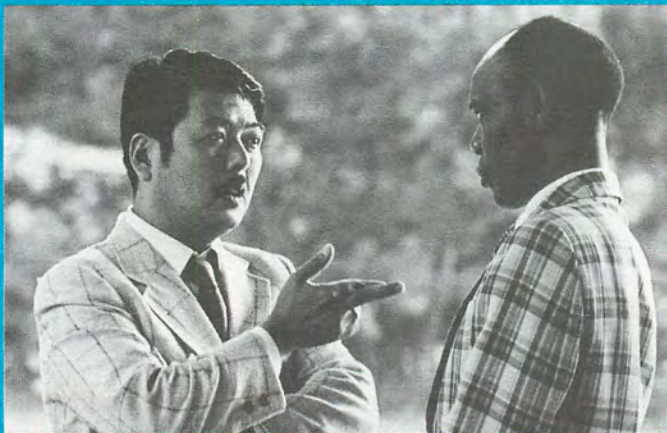


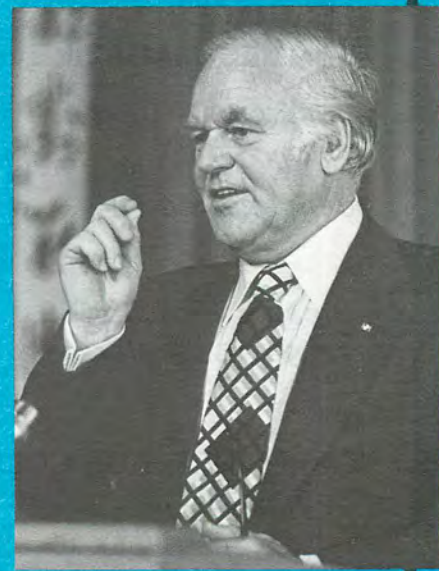
TRIBUNE DE CAUX



LA RENCONTRE INDUSTRIELLE DE CAUX



**A la recherche
d'une dimension humaine
de l'économie**



LA RÉGION DE MONTREUX VOUS ACCUEILLE

LA FRANCE AGRICOLE

CHAQUE SEMAINE

**L'ACTUALITÉ
AGRICOLE :** *en France
et en Europe*

**LES RUBRIQUES
TECHNIQUES :**

- *Elevage*
- *Cultures*
- *Machinisme*

**LES CONSEILS
JURIDIQUES**

**LE BILLET DU
« CHEVAL DE DEVANT »**

**LES PAGES
FEMMES MAGAZINE**

*Education - Cuisine
Mode - Aménagement
de la maison*

*9 pages de PETITES
ANNONCES classées.*

LA FRANCE AGRICOLE
10, rue Martel
75480 PARIS CEDEX 10

PITTELOUP CLARENS

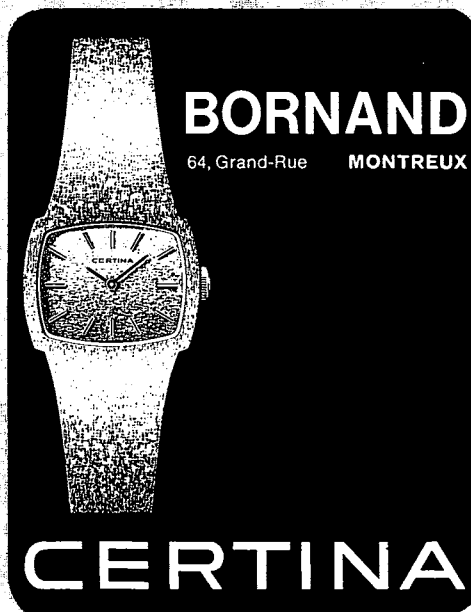
Envois pour tous pays
de petits fromages et
de chocolats suisses



AUDI - NSU

**GARAGE
DE BERGÈRE
VEVEY**

J.-L. Herzig Tél. 51 02 55



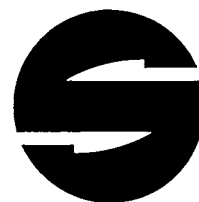
CERTINA

COIFFEURS

Coiffure-Parfumerie ELLE et LUI
I. Fontana, maîtrise fédérale
Grand-Rue 74 Tél. 62 43 22

Glion - Coiffure
Dames - Messieurs
Marcel Favre Tél. 61 34 14

BOUCHERIES



Ed. SUTER S. A.

Viandes Charcuterie
Conserves

Villeneuve - Montreux

Depuis 100 ans
au service de la qualité

LIPKA

Boucherie - charcuterie
Avenue des Alpes 80

TÉLÉPHONE

Mérinat

ÉLECTRICITÉ

Entreprise d'installations
Maîtrises fédérales
Concession « A » de PTT

Avenue Paul-Cérésole 12
1800 Vevey

Revue mensuelle publiée par le Réarmement moral. Le reflet d'une action mondiale visant au changement de la société par le changement de l'homme. L'actualité vue dans cette perspective.

Responsable de la publication : Jean-Jacques Odier. Rédaction et réalisation : Paul-Emile Dentan, Jean-Marc Duckert, Catherine Dickinson-Guisan, Philippe et Lisbeth Lasserre, Danielle Maillefer, Daniel Mottu, Philippe Schweisguth, Evelyn Seydoux.
Administration et diffusion : Rose Algrain, Nancy de Barrau, Jean Flaix, Hélène Golay, Marcel Seydoux. Société editrice : Editions, théâtre et films de Caux S.A. Imprimerie : Corbaz S.A., Montreux.

ABONNEMENTS ANNUELS (12 numéros) :

France : FF 40. Suisse : Fr. s. : 24.—, Belgique : FB 380. Canada : \$ 10.—. Autres pays par voie normale : FF 45 ou Fr. s. 30.—. Pays d'outre-mer, par avion : FF 55 ou Fr. s. 32.—. Prix spécial étudiants, lycéens : FF 20 ; Fr. s. 15.— ; FB 200. Verser le montant de l'abonnement : France : à la Tribune de Caux (68, bd Flandrin, 75116 Paris), par chèque bancaire, ou au CCP 32 726 49. La Source, Suisse : à la Tribune de Caux, CCP 10-253 66, Lausanne. Belgique : au Réarmement moral, 287, rue Sazimmes-les-Moulins, 5000 Namur, CCP 000-057 81 60-40 — Bruxelles (avec la mention « abonnement Tribune de Caux »). Canada : par chèque bancaire au nom de « Tribune de Caux », 387, chemin de la Côte Ste-Catherine, Montréal, Québec H2V 2B5. Zone franc d'Afrique : par mandat de 2750 francs CFA (abonnement avion) ou 2250 francs (par voie maritime) à la Tribune de Caux (68, bd Flandrin, 75116 PARIS), CCP 32 726 49, La Source, France.

Reproduction des articles autorisée avec mention d'origine



La société à inventer

L'actualisation du programme commun de la gauche atteint son point de tension extrême au moment où nous mettons sous presse. A force de montrer les dents, le parti communiste français a amené ses deux partenaires à dénoncer l'inquiétude d'une certaine couche de la population, jusqu'ici prête à de grands changements, devant ce qui peut être considéré comme une porte ouverte vers le collectivisme.

Qu'un replâtrage intervienne ou non d'ici aux élections de mars 1978, ces événements montrent qu'il est difficile de trouver une majorité de Français pour s'accorder sur un type de société dont le modèle n'existe nulle part et n'a jamais existé. La France ne

basculera pas facilement dans l'inconnu. Ce qui ne confère aucune vertu supplémentaire au régime existant.

Et pourtant, comme le rappelait récemment Jean Daniel à la télévision, on ne peut se passer d'une utopie, il faut être constamment en quête d'un modèle meilleur de société. La question que l'on peut se poser est celle-ci : les partis politiques sont-ils vraiment les lieux propices à cette recherche ? Ne se mêle-t-il pas

obligatoirement à leur combat trop d'éléments passionnels ? Le désir de se cramponner au pouvoir ou la soif de le conquérir ne peuvent que contrarier la sérénité, surtout à six mois des élections. C'est là que la cassure du pays en deux se révèle paralysante.

Ne sommes-nous pas ramenés à cette évidence que le changement de la société suppose deux conditions : une transformation profonde des mentalités et une recherche ardente d'un consensus des forces vives du pays. Il faut inventer de nouvelles structures de réflexion ou utiliser celles auxquelles on n'a peut-être pas attaché jusqu'ici suffisamment d'importance. Le Réarmement moral est de celles-là. Car le changement de la société ne peut être, en définitive, qu'une œuvre vraiment désintéressée.

Méridien.

à travers champs

« C'est un patron »

Le mot est apparu dans la langue française au début du XII^e siècle. Le patron, c'était le saint protecteur dont on portait le nom. Au milieu du XIV^e siècle, on commence à parler du patron d'un bateau de pêche : le patron protège et commande un groupe d'hommes embarqués.

Après la Révolution française, le mot s'applique à l'artisan ou l'entrepreneur qui forme des apprentis et travaille avec des compagnons. Puis, avec le développement industriel, le patron devient le chef d'entreprise et, en général, l'employeur.

Aujourd'hui, le patron n'est plus celui qui protège. Il est l'homme nécessaire qui porte l'ultime responsabilité de toute entreprise humaine. Une pe-

tite affaire comme une puissante société, un service hospitalier comme une université, un régiment comme une nation, un syndicat comme un journal ont besoin, à leur tête, d'un patron.

Le vrai patron, c'est celui qui encourage et inspire, non celui qui ordonne et réprime... Et dans l'exclamation : « C'est un patron ! » on sent percer de l'affection et du respect.

Le seul moyen pour que tous les patrons n'entrent pas en conflit entre eux et n'entraînent pas dans la bagarre ceux dont ils sont responsables, c'est que chacun d'eux reconnaisse comme son propre patron celui que Jeanne d'Arc appelait, avec affection et respect, « Notre Père du Ciel ».

Ph. Schweisguth.

NOTRE COUVERTURE : Instantanés de la session industrielle de Caux. De gauche à droite et de haut en bas : M. Pierre Flandin, directeur de **La France agricole** (voir p. 9) ; l'économiste anglais E. F. Schumacher (voir p. 6) ; échange entre un cadre supérieur de **Toshiba Electric** et un homme d'affaires rhodésien ; la délégation des dockers de New York avec Michel de Roumanie et son épouse (celui-ci, depuis son abdication, réside en Suisse, où il exerce le métier d'ingénieur) ; M. Adolf Scheu, député social-démocrate au Bundestag.

Photos : Channer, pp. 1, 10, 13 ; Boyer-Viollet, 7 ; Roger-Viollet, 15 ; Rengfelt, 1, 5, 12 ; Weeks, 13.

LA CONDITION PATRONALE

vue par Jean Jaurès en 1890

Au moment où nous publions un compte rendu de la rencontre industrielle de Caux, nous pensons qu'il n'est pas sans intérêt de reproduire ici un article intitulé La condition patronale, écrit par Jean Jaurès en 1890. Notons qu'à cette époque Jaurès n'avait pas adhéré officiellement au socialisme. Il admettait encore le bien-fondé de la propriété individuelle des moyens de production, à la condition que l'usage qui en est fait ne soit pas destiné à l'exploitation de classe. Par la suite, il a rompu avec cette tolérance, mais il n'aurait sans doute pas renié l'esprit de ce texte.

Il n'y a de classe dirigeante que courageuse. A toute époque, les classes dirigeantes se sont constituées par le courage, par l'acceptation consciente du risque. Dirige celui qui risque ce que les dirigés ne veulent pas risquer. Est respecté celui qui, volontairement, accomplit pour les autres les actes difficiles ou dangereux. Est un chef celui qui procure aux autres la sécurité, en prenant sur soi les dangers.

Le courage, pour l'entrepreneur, c'est l'esprit de l'entreprise et le refus de recourir à l'Etat ; pour le technicien, c'est le refus de transiger sur la qualité ; pour le directeur du personnel ou le directeur d'usine, c'est la défense de la maison, c'est, dans la maison, la défense de l'autorité et, avec elle, celle de la discipline et de l'ordre.

Dans la moyenne industrie, il y a beaucoup de patrons qui sont à eux-mêmes, au moins dans une large mesure, leur caissier, leur comptable, leur dessinateur, leur contremaître ; et ils ont, avec la fatigue du corps, le souci de l'esprit que les ouvriers n'ont que par intervalles. Ils vivent dans un monde de lutte où la solidarité est inconnue. Jusqu'ici, dans aucun pays, les patrons n'ont pu se concerter pour se mettre à l'abri, au moins dans une large mesure, contre les faillites qui peuvent détruire en un jour la fortune et le crédit d'un industriel.

Entre tous les producteurs, c'est la lutte sans merci ; pour se disputer la clientèle, ils abaissent jusqu'à la dernière limite, dans les années de crise, le prix de vente des marchandises, ils descendent même au-dessous des prix de revient. Ils sont obligés d'accepter des délais de paiement qui sont pour leurs acheteurs une marge ouverte à la faillite et, s'il survient le moindre revers, le banquier aux aguets veut être payé dans les vingt-quatre heures.

Lorsque les ouvriers accusent les patrons d'être des jouisseurs qui veulent gagner beaucoup d'argent pour s'amuser, ils ne comprennent pas bien l'âme patronale. Sans doute il y a des patrons qui s'amuse, mais ce qu'ils veulent avant tout, quand ils sont vraiment des patrons, c'est gagner la bataille. Il y en a beaucoup qui, en grossissant leur fortune, ne se donnent pas une jouissance de plus ; en tous cas, ce n'est point surtout à cela qu'ils songent. Ils sont heureux, quand ils font un bel inventaire, de se dire que leur peine ardente n'est pas perdue, qu'il y a un résultat positif, palpable, que de tous les hasards, il est sorti quelque chose, et que leur puissance d'action est accrue.

Non, en vérité, le patronat, tel que la société actuelle le fait, n'est pas une condition enviable. Et ce n'est pas avec les sentiments de colère et de convoitise que les hommes devraient se regarder les uns les autres, mais avec une sorte de pitié réciproque qui serait peut-être le prélude de la justice.

Venus de vingt-huit pays, deux cents participants — employeurs, cadres, hommes politiques, syndicalistes — souvent accompagnés de leur épouse, ont assisté à la dernière session des rencontres de Caux, centrée sur les problèmes de l'économie. Parmi les principales délégations, l'une des plus remarquées fut celle envoyée de Tokyo par la grande société Toshiba Electric (120 000 employés), composée de cinq représentants de la direction et de cinq délégués des syndicats. Notons les quinze personnes venues du Québec, la délégation portugaise ainsi qu'un groupe de dockers du port de New York, des Brésiliens, des Rhodésiens. La plupart des pays d'Europe étaient représentés.

LA RENCONTRE INDUSTRIELLE DE CAUX

A la recherche d'une dimension humaine de l'économie

Les thèmes de la rencontre (Nouvelles responsabilités de l'industrie au tournant de l'économie mondiale — Coopération entre gouvernements, patrons et syndicalistes) pouvaient paraître trop généraux pour des échanges féconds et constructifs. La grande diversité des pays, des activités professionnelles et des centres d'intérêt pouvait, elle aussi, sembler aller à l'encontre de l'efficacité. Mais derrière cette apparence, il fallait surtout saisir les interrogations de fond qui animaient les participants, pour la plupart responsables d'entreprises : quelles sont les finalités de l'activité économique, comment le changement des motivations humaines peut-il se répercuter sur les structures de la société ? Il est toujours malaisé de se remettre en cause soi-même, ou de remettre en cause le système dans lequel on évolue : c'est pourtant la recherche que l'on percevait dans les interventions et sur les visages de ces hommes et que l'ambiance de Caux privilégiait.

Une convergence des préoccupations

Comment pouvait-on ne pas remarquer la convergence des préoccupations dans les exposés principaux qui ont été faits, c'est-à-dire ceux de MM. Schumacher, Flandin et Lanzavecchia ?

L'économiste anglais E. F. Schumacher, président du Groupe-ment d'études pour la technologie intermédiaire et auteur du

Bullie N'damse et son frère Gabula, du Transkei, s'entretiennent à Caux avec M. Schumacher.

best-seller *Small is beautiful* — il faut saluer ici sa mémoire, puisqu'il est mort subitement le lendemain même de son intervention — a fait un plaidoyer émouvant et chaleureux pour une dimension humaine de la technologie.

M. Flandin, directeur général de l'hebdomadaire français *La France agricole*, a su aussi faire valoir auprès des industriels présents la tendance naturelle du monde rural à fuir les mirages de la concentration pour s'ancrer dans des structures modestes, propices au sens de la responsabilité personnelle. (On trouvera dans les pages suivantes un compte rendu de ces deux interventions.)

Enfin M. Lanzavecchia, directeur à la Division recherche et développement de la Société Montedison à Milan, a condamné pour sa part le « processus pathologique » du gigantisme, qui conduit souvent à la « mise en marge » de classes jeunes et particulière-



ment capables de la société. Alors que la technologie ne produit pas par elle-même des valeurs éthiques, le rôle des hommes issus de la technologie doit être, selon le professeur italien, de faire le pont entre effi-

cacité et qualité de la vie. Pour contrebattre la tendance de la société actuelle à assimiler pouvoir économique et hégémonie culturelle, M. Lanzavecchia souhaite le développement d'un processus de réarmement moral qui, précisément, ne peut être imposé par le haut, mais doit être avant tout une poussée de la base, librement consentie.

Tout au long de ces journées, les industriels européens et américains se sont mis à l'écoute des autres : à l'écoute du tiers monde, notamment Afrique, Brésil, Caraïbes, Inde, des représentants syndicaux, à l'écoute aussi de pays comme le Japon dont les structures sociales et les schémas de pensée sont extrêmement différents des nôtres (voir l'encarté sur l'intervention de M. Takase). Les délégués japonais se sont, quant à eux, ouverts sur leurs problèmes et ont fait part d'un très grand désir d'étudier la façon dont les idées-force du Réarmement moral pouvaient s'appliquer à la situation sociale de leur pays.

Une expérience de participation

Voici la façon dont un délégué anglais, M. Neville Cooper, directeur administratif de la Compagnie Standard Telephones and Cables Ltd., à Londres, relate une expérience faite en Angleterre.

La question de la participation est tout à fait d'actualité en Grande-Bretagne en ce moment. Certains veulent en faire une affaire politique. D'autres se demandent sincèrement : qui disposera du pouvoir, les patrons des syndicats ou les patrons des patrons ? Mais le problème n'est pas là. La participation, c'est la question de savoir si le simple citoyen peut exercer sa part de responsabilité, non seulement dans l'exécution d'une politique et dans la réalisation du plan de quelqu'un d'autre, mais dans la conception même de ce plan, de cette politique.

Dans ma Société, un certain nombre de mes collègues et moi-même voulons, dans l'esprit de Caux, donner la preuve que l'on peut résoudre de cette façon le problème de la participation.

Nous avons tenté l'expérience avec les sept cents ouvriers d'une de nos usines. Allait-il être possible d'amener chacun — vraiment chacun — à se sentir concerné par le fonctionnement de la Société ? Pour cela, il a fallu deux ans de préparatifs aux représentants de la direction : un an pour nous préparer nous-mêmes et un an de mise au point avec le personnel. Les

résultats ont été des plus étonnants. Les ouvriers ont commencé par les domaines où ils souhaitaient vraiment la participation. « Nous voulons donner un nouvel élan au programme de suggestions », ont-ils dit. Il s'agit d'une boîte à idées en vue de l'amélioration de la productivité. Le nombre des suggestions mises en application a augmenté de 400 % en un an. Puis ils ont exprimé le désir de s'attaquer avec nous au problème des accidents du travail. En un an, le taux des accidents a diminué, non pas d'un ou deux pour cent, ce qui est le résultat normal des efforts de la direction, mais de 75 %. Ils ont formé leurs propres équipes de lutte contre l'incendie et pris toutes sortes d'initiatives que nous ne leur avions pas demandées. Enfin, ils ont décidé de se préoccuper des problèmes immédiats de la direction de l'usine, notamment la réduction des coûts de production, indispensable à la compétitivité de l'affaire. En peu de temps, le taux de réduction des coûts de fabrication a triplé par rapport aux années précédentes, et il continue d'augmenter. Ces expériences font dire maintenant au personnel : « Cela n'est pas encore la vraie participation. Nous voulons travailler avec vous à toutes les décisions à prendre, à tous les niveaux. »

Quand on commence avec les gens là où ils se sentent concernés, on arrive très rapidement à une participation véritable.

Ecoute extérieure, écoute intérieure

Plusieurs orateurs ont insisté sur la nécessité de l'écoute de l'autre, notamment dans les rapports patronat - syndicats - gouvernement. M. Adolf Scheu, député social-démocrate au Bundestag allemand, a déclaré : « Convaincu comme je le suis souvent de la justesse de mes vues, je trouve cette écoute très difficile. Mais ma vie a changé du jour où je me suis mis à écouter ceux que je considère comme mes adversaires. » Il a ajouté que cette disposition d'esprit devait être complétée par l'écoute de la voix intérieure. « J'ai demandé l'autre jour à un éminent dirigeant politique allemand combien de temps il prenait chaque semaine pour ré-

fléchir dans le silence. Cinq minutes toutes les quelques semaines, m'a-t-il répondu. Pour moi, ce moment de silence est une aide considérable. Il vaut la peine de le faire avec d'autres, et même d'interrompre les discussions dans une négociation pour réfléchir en silence aux solutions possibles. »

Dans le même sens, M. Friedrich Schock, directeur général de la firme Schock & Co. à Schorndorf, en Allemagne, pense qu'il faut se tourner résolument vers l'élément qui est proposé à Caux, la recherche des directives divines. « Tous ceux d'entre nous, a-t-il déclaré, qui avons gravi la montagne où se trouve Caux ont apporté avec eux un sac à dos rempli des problèmes dont nous parlons souvent et qui nous pèsent beaucoup : le chômage, la pénurie de matières premières, l'instabilité politique, la course aux armements. Par ailleurs, nous sommes confrontés avec les réalités de la vie industrielle : défaitisme, exode des capitaux, etc. Ce sont là des symptômes d'un mal plus profond. Au fond de notre sac se trouvent encore d'autres problèmes, qui nous touchent de plus près : nos problèmes de famille. Nous en parlons d'autant moins, mais ils nous pèsent d'autant plus. Veillons donc à ne pas résoudre les problèmes de demain avec les solutions et les attitudes d'hier... Personne ici ne vous fournira de recette pour résoudre les problèmes qui se posent dans vos pays, vos entreprises, vos familles. Ce que vous pouvez trouver ici, c'est une boussole et une carte qui vous aideront à déterminer votre chemin. »

« Ils nous ont demandé notre aide »

Les syndicalistes étaient peu nombreux dans l'assistance, mais, comme les organisateurs de la rencontre, ils souhaitent qu'à l'avenir soit élargi le cadre des débats. M. John Söderlund, permanent de la Fédération des Ouvriers des Transports de Suède, a déclaré :

« Ce qui m'a convaincu de faire partie du comité d'organisation de cette rencontre, c'est l'appel que des industriels ont lancé à Caux il y a un an. Ils ont demandé de l'aide aux travailleurs et aux hommes politiques, non seulement pour résoudre les problèmes de leurs entreprises, mais pour la reconstruction du monde. Cela m'a ému de sentir qu'ils n'avaient pas seulement besoin de la force de nos bras et de notre pouvoir de consommation, mais de nous en tant qu'hommes, avec nos idées et nos sentiments, nos espoirs et nos soucis. J'ai compris qu'ils aspiraient tout comme nous à un monde meilleur, un

monde où les besoins de chacun sont satisfaits, où chacun peut donner le meilleur de lui-même sans risquer d'être exploité. »

Les interventions d'un délégué syndical des usines British Leyland, Bill Taylor, et d'un responsable du syndicat des dockers de New York, Fred Small, ont été très applaudies.

Outre les discours prononcés à la tribune, la session s'est surtout caractérisée, lors de réunions en groupes restreints, par un échange d'expériences concrètes.

En quoi la session de Caux se différencie-t-elle de tant d'autres rencontres qui ont

lieu par ailleurs sur des thèmes analogues, s'est interrogé l'industriel hollandais Frederik Philips, président de Philips-Holding. Il estime qu'il s'agit avant tout à Caux d'une recherche de l'espoir et de la création d'un climat de confiance. « Beaucoup dépend de la façon dont nous savons susciter la confiance, a-t-il affirmé. Ni les règlements, ni les lois sociales, ni les systèmes nouveaux ne créent par eux-mêmes la confiance. C'est de notre comportement quotidien que cela dépend. Et cela s'applique aux hommes politiques et aux syndicalistes comme aux industriels. »

J.-J. O.

Pour une technologie qui respecte l'homme et la nature

LE DERNIER PLAIDOYER DE L'ÉCONOMISTE ANGLAIS
E. F. SCHUMACHER

Auteur du best-seller *Small is beautiful*, l'économiste anglais E. Schumacher a été un des principaux orateurs de la session industrielle de Caux. Dans un exposé captivant, s'appuyant sur de nombreux exemples, il s'est fait l'avocat d'une méthode de développement qui se place en deçà de la technologie moderne, onéreuse, inaccessible et source de graves problèmes sociaux et humains, et au-delà des techniques primitives, insuffisantes face aux besoins du tiers monde. L'exposé de M. Schumacher, qui touche à certaines des réalités les plus brûlantes de notre époque, revêt d'autant plus d'importance qu'il aura été le dernier.

Dès son entrée en matière, M. Schumacher a relaté un incident dont il avait été le témoin la veille, au restaurant de l'aéroport de Londres. « J'ai remarqué à la table voisine de la mienne, a-t-il raconté, une petite famille : le père, la mère et un garçon de 8 ou 9 ans. Lorsque la serveuse est arrivée, le garçon a aussitôt annoncé : Je veux des spaghettis. Le père, après avoir étudié la carte, commanda pour chacun un plat typiquement anglais : *Yorkshire pudding and pie*. La serveuse transmit à haute voix la commande en répétant : Deux Yorkshire pudding et un spaghetti ! Triomphant, le garçon se tourna vers sa mère : « Maman, elle pense que j'existe ! »

» Car la première chose que nous devons savoir quand nous pensons au tiers monde, aux pauvres, c'est que ces gens existent, a poursuivi M. Schumacher. Ce sont des gens aussi vrais que vous et moi, aussi réels, à une

différence près : ils savent faire des choses que vous et moi ne savons pas faire.

» Selon la Banque mondiale, il y a sur la terre 500 millions d'êtres qui disposent de moins de cinquante dollars par an pour vivre. Je ne pense pas qu'il y ait dans cet auditoire une seule personne qui saurait vivre avec cinquante dollars par an. Mais eux, ils survivent. Ils ont une compétence que nous n'avons pas. Aussi ne faut-il pas que nous les traitions en pauvres malheureux qui vont avoir, grâce à nous, la chance de se développer.

Des artistes de la survie

» Ce sont des artistes de la survie. Si une grave crise mondiale éclatait, une pénurie de ressources ou une catastrophe écologique, ces gens-là survivraient alors que je doute que vous ou moi y parvenions. L'Inde survivrait, sauf peut-être Bombay. New York ne survivrait certainement pas.

» Car on ne peut pas aider une personne dont on ne comprend pas comment elle fait pour subsister. C'est une vérité que j'ai comprise il y a un quart de siècle, lorsque je suis allé pour la première fois en Birmanie, puis en Inde : les gens savaient faire des choses que j'aurais été bien incapable de faire moi-même. Si, d'un coup de baguette magique, j'avais doublé à ce moment-là le revenu annuel par tête de ces populations sans pour autant détruire la trame secrète de

leur vie, j'aurais transformé la Birmanie en un paradis terrestre. Mais si j'avais doublé le revenu des Birmans en remplaçant leur mode de vie traditionnel par un mode de vie à l'anglaise, j'aurais fait de ce pays le pire des bidonvilles. Pourtant, aucun économiste ne parle jamais de cette trame secrète. C'est pour cette raison que les détracteurs de l'aide aux pays en développement disent que cette aide consiste uniquement à prendre de l'argent aux pauvres des pays riches pour le donner aux riches des pays pauvres.

» En Inde du Sud, lors de ce même voyage, je me suis posé la question : quelle est la technologie appropriée aux besoins de l'Inde rurale ? Je me suis alors dit : la technologie de développement dont a besoin l'Inde rurale doit certes être plus intelligente, plus efficace, plus scientifique que celle employée actuellement, mais elle doit être bien plus simple, bien moins coûteuse, bien plus aisée que la technologie extrêmement complexe en usage dans le monde occidental. En somme, une technologie intermédiaire.

» J'ai alors découvert que, dans ce domaine, il ne restait plus que les extrêmes : ou bien la technologie avancée ou bien la technologie primitive. »

C'est cette constatation qui a amené M. Schumacher à rechercher des méthodes de fabrication à échelle humaine, accessibles dans leur coût et dans leur conception technique. C'est pourquoi il encourage les industriels à consacrer une partie de leurs moyens et de leurs énergies à mettre au point des machines et des procédés qui puissent être utilisés par le plus grand nombre. C'est ainsi qu'il a été amené à créer à Londres le *Groupe d'études pour la Technologie intermédiaire*, un institut subventionné par l'Etat qui se met au service des pays en développement à la recherche de moyens technologiques appropriés à leur situation.

Le point de vue humain

La question que M. Schumacher s'est posée il y a un quart de siècle en Inde, beaucoup de gens se la posent aujourd'hui pour l'humanité tout entière. Car il est clair, selon M. Schumacher, que l'on ne dispose pas aujourd'hui d'une technologie permettant de faire face aux problèmes énergétiques, écologiques, pas plus qu'aux problèmes humains de l'industrie moderne. « Cela vient, ajoute-

Autrefois, nos ancêtres savaient cercler les roues de leurs chars. Comment adapter cette technique ancienne aux besoins actuels d'un village africain ?

t-il, de ce que nous n'abordons pas les problèmes économiques du point de vue humain, mais du point de vue de la production. Ainsi, l'on dit : « Si des hommes sont mis au chômage technique, il faut leur payer une indemnité ; s'ils n'ont pas les qualifications requises, il faut les recycler ; si leur travail est si bruyant qu'ils en perdent l'ouïe, il faut leur faire porter des casques de protection. » C'est la production qui commande. Et c'est ce type de conception industrielle que nous introduisons dans les pays en développement ! Pourtant nous savons que cela est incompatible avec notre environnement, avec les ressources dont nous disposons, avec les besoins de l'être humain. »

La chaloupe de sauvetage

Pour l'économiste britannique, la technologie intermédiaire doit être déterminée par quatre questions :

1. Nous ne savons faire les choses qu'à grande échelle. Or, si nous pensons trop grand pour nos usines et pour nos marchés, nos industries iront s'installer dans les grandes villes et nous serons les témoins d'une nouvelle polarisation, qui commence déjà à se produire dans le monde entier : d'immenses concentrations urbaines, entourées de régions quasiment désertes. Déjà les Etats-Unis et le Canada nous fournissent de bons exemples de cette polarisation. En effet, les dirigeants de plusieurs états des Etats-Unis se sont tournés vers M. Schumacher :

ils se plaignent d'être devenus des colonies des grands centres industriels. La première question est donc de savoir si l'homme saura mettre au point une technologie qui ne soit pas entièrement dépendante du gigantisme actuel.

2. La complexité actuelle des procédés de fabrication implique une concentration dans les grandes villes, où se trouvent les ingénieurs et les experts. Il faut donc une technologie plus simple pour qu'elle puisse se développer dans les régions rurales.

3. Le prix de revient d'un poste de travail a monté en flèche. Seules les multinationales peuvent encore investir et créer des emplois. Les petites gens sont laissés pour compte. Il s'agit donc de penser en termes tout nouveaux : concevoir des investissements où le prix du poste de travail n'est pas prohibitif.

4. La technologie moderne est de plus en plus violente : la violence des produits chimiques utilisés en agriculture, qui tuent la substance de la terre ; la violence de la technique médicale moderne, née du désir d'une guérison immédiate ; surtout la menace de violence née de notre soif énergétique qui nous pousse à fabriquer du plutonium. « Nous ne savons pas ce que nous faisons, précise M. Schumacher, et nous nous apprêtons à violenter la nature, ce système écologique sacré et infiniment complexe. »

Pour illustrer la nécessité de la technologie intermédiaire, M. Schumacher cite l'exemple de la chaloupe de sauvetage : « Regardez le paquebot le mieux conçu du monde : il porte des chaloupes de sauvetage, non pas parce qu'un statisticien a prévu



que ce paquebot heurterait un iceberg, mais parce que, de temps en temps, l'on voit des icebergs à la surface des mers. Le moment est venu pour le monde moderne de penser à ses chaloupes de sauvetage. Et il n'est pas nécessaire de leur consacrer tout son budget de recherche : 5 à 10 % suffisent. Les industriels qui le font déjà ne le regrettent pas. »

Pour la réalisation des projets qui tiennent à cœur à M. Schumacher et à son équipe, deux conditions sont à remplir : d'une part, comment arriver à construire des petites unités de production ? D'autre part, comment limiter le coût de construction de ces unités, comment faire en sorte que les gens parviennent à fabriquer eux-mêmes leurs instruments de travail ? Les exemples cités par M. Schumacher lors de son exposé fournirent des preuves éclatantes de la façon dont ces conditions peuvent être remplies. En voici deux, tels que M. Schumacher les a décrits : les cartons à œufs et les chars à bœufs.

« Prenons l'exemple d'un article extrêmement utile : le carton à œufs, dont vous avez besoin pour livrer vos œufs au marché. Il se trouve que la plupart des cartons à œufs sont fabriqués par une seule multinationale. Je me trouvais un jour dans un pays africain, la Zambie, où l'on avait virtuellement cessé de produire des œufs parce qu'il n'était pas possible de se procurer ces cartons. J'ai alors demandé innocemment : pourquoi ne fabriquez-vous pas vos cartons vous-mêmes ? Mais personne ne savait comment les fabriquer. De retour en Europe, j'ai contacté cette multinationale. On m'a dit qu'il était tout à fait possible de construire une usine de cartons à Lusaka. J'ai dit que je ne voulais pas de cette usine à Lusaka, car toutes les usines nouvelles sont construites à Lusaka. Je voulais l'usine en zone rurale. On m'a répliqué : ce n'est pas possible. D'ailleurs, combien de cartons voulez-vous fabriquer par an ? J'avais fait mes calculs : la production d'œufs étant encore modeste, il nous fallait chaque année un million de cartons de trente-huit œufs. Impossible, me répondit-on. Notre machine la plus simple produit un million de cartons par mois. Ne pouvez-vous pas faire une petite machine ? leur demandai-je. On me répondit que cela ne serait absolument pas rentable.

Avec un groupe d'étudiants, nous avons alors conçu une petite machine, qui utilise des vieux papiers comme matière première et qui se vend maintenant dans le monde entier, surtout dans les régions isolées. Voilà qui est petit, et utile. »

Pour illustrer le besoin d'aider les gens, dans les pays en développement, à fabriquer leurs instruments de travail eux-mêmes, M. Schumacher cita l'exemple d'un village



Cadres supérieurs et syndicalistes japonais en conversation animée sur la terrasse de Caux.

africain où une mission d'agronomes occidentaux avait enseigné aux fermiers à doubler leur récolte annuelle. Deux ans plus tard, les villageois étaient revenus à leurs anciennes méthodes. « Un de nos collaborateurs qui se trouvait dans ce pays, a poursuivi M. Schumacher, a rapidement découvert que ces fermiers, qui ne produisaient jusqu'alors que pour leur propre consommation, ne disposaient d'aucun moyen de communication avec la ville et son marché. La seule façon de transporter leurs produits avait été d'envoyer les femmes à la ville, leurs paniers sur la tête. Au bout d'une saison, les femmes avaient renoncé à ce travail supplémentaire et les hommes s'étaient inclinés, préférant dans leur bon sens leurs épouses à une seconde récolte.

« Redessinez cette machine »

« Quand nous leur avons parlé, ils nous ont dit qu'ils attendaient maintenant que le gouvernement leur construise une route. Nous leur avons dit qu'il leur faudrait alors des camions et leur avons suggéré de se servir de chars à bœufs. Car ces villageois étaient d'excellents menuisiers. Nous leur avons apporté un modèle très simple que nous avions trouvé en Ecosse et que les villageois se déclarèrent prêts à construire. Pour ce qui est des pièces métalliques, nous nous sommes arrangés pour qu'elles soient toutes tirées de carcasses de voitures, dont l'Afrique est remplie, et livrées en un seul paquet.

« Mais il y avait un problème : le cerceau de fer entourant la roue, dont il faut faire

un cercle parfait. A Pittsburgh ou à Dortmund, il y a des machines appropriées, et très chères, qui peuvent faire des milliers de ces cerceaux en une seule journée. Mais comment s'y prendre dans un village africain ? Pourtant, avant la révolution industrielle, nos ancêtres savaient les fabriquer, mais aucun ingénieur n'a su nous dire comment, jusqu'au jour où, dans un village français, nous avons trouvé une machine vieille de 250 ans, très ingénieuse. Nous l'avons emmenée dans une école anglaise d'ingénieurs et avons dit aux étudiants : voici une machine ancienne. Redessinez-la de façon moderne sans modifier sa conception de base. Nous avons maintenant une machine à cercler les roues, simple, bon marché, manœuvrable à la main. C'est un exemple simple d'une technologie intelligente adaptée aux besoins d'un village africain. »

Interrogé sur les mobiles qui devraient pousser les hommes à vivre pour autre chose que leur enrichissement personnel, M. Schumacher a, dans sa réponse, révélé ce qui apparaît comme le ressort essentiel de sa pensée : « A ceux d'entre nous qui pouvons subvenir à nos propres besoins, dit-il, il faut une motivation sans laquelle la société ne saurait survivre : mettons-nous à nous occuper des pauvres. Certains protesteront, mais la vie ne vaut pas la peine d'être vécue avec cette misère qui nous entoure. Car les pauvres restent invisibles jusqu'au jour où ils recourent à la violence. Ouvrons nos yeux, et le meilleur de nous-mêmes se révélera. Nous ne serons pas heureux tant que nous ne ferons rien pour aider les autres. Tout cela nous ramène au vieux dicton : aimez votre prochain. »

M. PIERRE FLANDIN :

Apports de l'agriculture à la société de demain

M. Pierre Flandin, directeur de l'hebdomadaire *La France agricole*, avait été invité à prendre la parole à Caux sur le thème suivant : « Apports de l'agriculture traditionnelle à la société industrielle de demain. » M. Flandin est lui-même agriculteur dans le nord de la Nièvre. Il est en ce moment en train de transmettre son exploitation, un domaine familial de 220 hectares, aux mains de son fils. A Caux, il s'adressait principalement à un public d'industriels.

Un progrès accueilli et diffusé

M. Flandin a rappelé tout d'abord ce que l'agriculture doit à l'industrie et notamment à la mécanique et à la chimie. Tout permet de dire qu'elle sait accueillir le progrès. Ce progrès, elle a su le diffuser, ce qui n'est pas toujours le cas dans l'activité industrielle.

« Nous étions des millions d'agriculteurs, a déclaré M. Flandin, et peut-être aurait-il été facile à quelques privilégiés bien informés de conserver pour eux-mêmes le bénéfice des progrès possibles. Eh bien, cela n'a pas été le cas. Les connaissances perfectionnées qui devenaient disponibles ont été diffusées avec énormément de rapidité et nous ne connaissons pas d'agriculteur qui ait jamais refusé à ses collègues nationaux ou étrangers de leur communiquer son expérience. »

L'orateur a souligné les efforts de réflexion et d'investissement auxquels ont dû se soumettre les familles paysannes pour adapter leurs exploitations aux conditions nouvelles, et cela non sans certaines privations.

« Il n'a pas manqué de penseurs ou d'idéologues, a ajouté le directeur de *La France agricole*, pour nous conseiller de suivre les traces de l'industrie qui, lorsqu'elle a pu développer et concentrer son activité, a réuni des capitaux, créé de très grosses unités, pensant d'ailleurs que plus c'était gros, mieux c'était, plus c'était gros, plus c'était rentable. Eh bien, l'agriculture n'a pas suivi dans cette voie-là ! Nous sommes restés avec des structures modestes, individuelles et fa-

miliales. Je pense que l'agriculteur n'a pas voulu, en se noyant dans des groupes beaucoup plus importants, abandonner sa responsabilité personnelle.

« L'agriculture a toujours été un métier difficile et soumis à beaucoup d'embûches. Aussi les décisions d'un exploitant doivent être réfléchies par lui-même. Il n'a pas voulu se lancer dans des vastes groupements où il aurait abandonné à des gens, bien sûr compétents et diplômés, le soin de le diriger, de lui faire exécuter ce qu'il n'aurait pas été capable de concevoir lui-même. Instinctivement, les agriculteurs ont senti des dangers dans cette voie-là. (...) L'agriculteur est *obligé* de garder en tout un certain réalisme. Ce réalisme ne permet pas les erreurs de jugement prolongées, parce que nous ne nous battons pas avec des idées, avec des hypothèses, des concepts et même des chiffres ; nous nous battons avec des choses très difficiles et très réelles, le sol, le climat, les intempéries. Lorsqu'ils commettent des erreurs (et ça arrive), les agriculteurs les paient rapidement, et très cher, et cela leur donne naturellement et obligatoirement une certaine prudence. »

Celui qui dirige exécute aussi

M. Flandin a cité en exemple un cas dans l'ouest de la France où l'on a regroupé quatorze agriculteurs en leur faisant miroiter une augmentation sensible de leur production laitière. Mais les vaches n'ont manifestement pas adhéré aux méthodes nouvelles et il s'ensuivit une catastrophe financière.

« Ce n'est pas un mystère que dans la société moderne et concentrée, dans l'industrie comme dans l'administration, a poursuivi M. Flandin, il est de plus en plus difficile d'établir des contacts entre ceux qui conçoivent, ceux qui dirigent, ceux qui gèrent, ceux qui comptent... et ceux qui *exécutent*. Eh bien, dans la profession agricole, au lieu de cette séparation des fonctions, de cette spécialisation des tâches, nous avons

toujours au contraire une synthèse, un regroupement des tâches. Chez nous, celui qui gère, celui qui conçoit, celui qui dirige, c'est aussi celui qui exécute. »

L'agriculture, selon M. Flandin, est un art simple. « Mais, ajoute-t-il, il est tout dans l'exécution, parce que les choses sont simples, mais elles sont *difficiles à faire*. Il est difficile de labourer au moment où la terre va justement s'ameublir et non pas se mastiquer. Il est difficile de choisir le moment où l'on va semer, ni trop tôt, ni trop tard, et la densité de son semis et la variété que l'on sème et l'apport des engrais et le moment où il sera fait. Une belle récolte, ce n'est pas si compliqué, mais c'est une *suite d'exécutions parfaites* auxquelles l'agriculteur doit toujours s'attacher. Tous les jours, il essaie d'exécuter parfaitement une tâche qui paraît simple. »

Choisir ses risques

L'orateur évoque ensuite le maintien dans l'agriculture des valeurs traditionnelles et du souci de liberté. « Dans notre métier, précise-t-il, il y a ce que nous faisons tous les ans. Le progrès technique, c'est bien beau, mais la terre ne va pas pour autant accélérer son mouvement et nous restons soumis comme d'habitude au rythme des saisons. Responsable de son entreprise individuelle, l'agriculteur conçoit, mais exécute lui-même ses projets. Il les exécute librement et c'est très important. En effet, la tâche que nous devons faire est dure, elle est encore pénible ; elle est quelquefois dangereuse et parfois aléatoire, avec un résultat qui n'est jamais acquis d'avance. Nous prenons toujours des risques. Dès lors il est très important que l'agriculteur soit *libre* de choisir ses risques, car il choisit en même temps ses difficultés. Mais parce qu'il les a choisies lui-même, il va développer au service de la *réalisation* de son objectif un attachement, une ardeur au travail qu'il ne développerait jamais si ce travail était conçu par un autre et lui était imposé par un troisième. »

M. Flandin affirme ensuite que les progrès faits dans l'agriculture correspondent, au cours d'une période qu'il ne précise d'ailleurs pas, à une augmentation de la productivité de 400 %. Il estime que les agriculteurs ont redistribué aux consommateurs le produit de cette productivité. Preuve en est pour lui le fait que l'alimentation ne représente plus que 30 % dans le budget des ménages français. L'interprétation qu'il donne à ce fait

suscite quelques remous dans l'auditoire et donnera lieu à contestation dans la discussion à huis-clos qui suivra l'intervention de M. Flandin.

Le directeur de *La France agricole* affirme ensuite que les exploitants ont réussi à transformer leurs techniques, mais « qu'ils ne se fondront jamais dans un anonymat de grosses affaires soit capitalistes soit socialistes qui est condamné par avance à la stérilité ». Puis il évoque les obstacles naturels que les agriculteurs ont rencontrés. « Il y a eu depuis vingt-cinq ans de mauvaises années. Nous venons d'en vivre deux consécutives. L'une marquée par la sécheresse, l'autre marquée par des excès d'humidité. Nous n'y pouvons rien. Mais pour ceux qui ont des projets à réaliser, toutes ces années qui s'accumulent et ces obstacles qui se succèdent pourraient entraîner le découragement. (...) Il est vrai, et vous l'avez tous constaté, que les agriculteurs se plaignent. Mais ils ne se découragent jamais, et cela c'est également vrai. Même une succession de mauvaises années n'empêche pas au bout de deux ou trois ans l'agriculteur de recommencer. Il est persévérant et il donne à la société d'aujourd'hui la mesure du temps. Il sait qu'il ne faut pas être immédiatement exigeant, qu'il faut que les progrès mûrissent et qu'ils doivent trouver un terrain favorable. »

Deux espérances

Et M. Flandin conclut : « Ainsi, grâce aux progrès que nous avons faits, grâce aux traditions que nous avons conservées, nous estimons que nous offrons au monde d'aujourd'hui deux espérances fondamentales.

» Au monde qui souffre du sous-développement et de la faim, nous donnons la conviction que le travail de la terre, ardent, mais scientifiquement éclairé, apporte des résultats rapides qui pourraient contribuer à l'apaisement de la faim dans le monde.

» Et puis, aux hommes dont les esprits sont tourmentés et qui voudraient que la société se transforme d'abord selon leurs propres conceptions, et ensuite avec énormément de rapidité, nous apportons notre sentiment qu'il faut aller progressivement, tenir compte des circonstances naturelles, tenir compte de l'adaptation aux hommes et de l'adaptation des hommes. La réussite que nous avons obtenue est également celle de la prudence et de la persévérance, solidement appuyées sur un fonds de valeurs traditionnelles, de confiance et de liberté. »

Le Japon industriel aspire à la coopération internationale

UN EXPOSÉ DE M. TAKASE,
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE TOSHIBA ELECTRIC

M. Shoji Takase, directeur général de *Toshiba Electric* chargé des relations avec le personnel, a évoqué à Caux les problèmes spécifiques de l'industrie japonaise et a lancé un appel à la coopération internationale.

M. Takase a d'abord retracé les liens qui se sont établis depuis plus de vingt-cinq ans entre l'industrie japonaise et le Réarmement moral. En 1950 déjà, le président du géant de l'électronique qu'est devenu Toshiba, M. Ishizaka, était venu à Caux. Nombreux sont les industriels et les syndicalistes japonais qui ont participé depuis aux rencontres de Caux, parfois en délégations importantes.

M. Takase a ensuite rappelé qu'au Japon une minorité seulement du mouvement ouvrier adhère au principe de la lutte de classe. Les négociations n'en sont pas moins « chaudes », mais il y a un effort soutenu pour parvenir à des solutions acceptables aux deux parties.

L'orateur a souligné le principe de l'emploi à vie qui est presque général dans la moyenne et la grande industrie. Tout le système des salaires, de la promotion et des retraites dérive de ce principe. D'une manière générale, affirme M. Takase, il existe dans l'industrie japonaise un fort sentiment d'appartenance. Lors d'un sondage effectué dans son entreprise, 80 % des employés ont répondu qu'ils étaient fiers d'appartenir à la société.

Bien qu'il y ait au Japon une certaine hiérarchie sociale, il y a aussi un fort courant de « mobilité verticale ». « Etant donné que la notion de profession héréditaire n'existe plus chez nous, a déclaré M. Takase, l'idée que n'importe qui peut monter l'échelle sociale est à la base de la société japonaise. » L'industriel nippon a d'ailleurs précisé que 36,1 % du nombre total des membres de la direction des entreprises industrielles ont eu à un moment donné une expérience de responsable syndical. Il faut cependant ajouter que le syndicalisme au Japon est essentiellement conçu à l'échelle des entreprises.

Après avoir ainsi esquissé la situation japonaise, M. Takase a évoqué ce qu'il a appelé « le choc du pétrole », qui a atteint gravement le Japon, privé qu'il est de toute ressource naturelle. En un seul mois, a ajouté M. Takase, plus de 1500 faillites ont été déclarées. Les chiffres du chômage ont fortement augmenté, sans parler du nombre des ouvriers restant sans travail dans les entreprises qui les emploient à vie. Les coûts ont



monté en flèche, se répercutant immédiatement sur la spirale des prix et des salaires.

M. Takase a reconnu qu'on ne pouvait plus aujourd'hui se servir des formules appliquées pendant les années de la forte expansion économique : produit national brut maximum — profit maximum — revendications salariales maxima — consommation maxima. « Face aux tensions qui résultent des transformations économiques et sociales, a ajouté M. Takase, un changement d'attitude doit intervenir dans les rapports entre le patronat et les syndicats. Nous sommes sincèrement à la recherche de relations nouvelles, et nous sommes ici aujourd'hui parce que nous savons que la solution passe par l'application de l'esprit du Réarmement moral. »

M. Takase a ensuite abordé les problèmes internationaux. « Les nations n'ont jamais autant dépendu les unes des autres. Aucun pays ne peut résoudre ses problèmes sans la compréhension et la coopération des autres pays, et il est de plus en plus difficile pour chaque nation de déterminer sa politique nationale sans une réelle considération des autres nations. Nous devons donc passer d'une ère de confrontation à celle du dialogue, et du dialogue à la coopération. »

Rappelant les différences multiples qui séparent l'Occident et l'Orient, M. Takase a demandé qu'aucun effort ne soit négligé pour arriver à une compréhension mutuelle. Il avait été très touché par le message qui lui avait été envoyé au mois de mai par les industriels européens responsables de la rencontre de Caux. Ceux-ci y exprimaient leur volonté d'aborder les points de conflit entre le Japon et l'Europe « en essayant de comprendre les problèmes tels qu'ils sont vus de l'autre bord ».

M. Takase a conclu en disant l'espoir qu'il plaçait dans le Réarmement moral, « un mouvement qui n'exclut personne », pour promouvoir cet esprit de compréhension entre partenaires sociaux et entre nations.

PORTRAIT D'UNE MILITANTE

L'amertume en moins

1974. Année de la femme. Dans une des plus grandes salles de Londres, deux mille personnes entendent parler Betty Gray, simple mère de famille du nord du pays. Malgré ses cheveux gris, son regard franc pétillant de vie. Elle vibre en racontant les souffrances de sa jeunesse et ses luttes d'aujourd'hui. Nous avons été trop souvent les prisonniers de l'amertume née des années trente, dit-elle en substance. Pourtant, il est possible de jeter cette amertume par-dessus bord et de se donner à une tâche révolutionnaire : créer l'unité entre hommes et femmes de toutes classes, de toutes races, de toutes croyances.

Toute sa vie, Betty Gray a été une militante. Issue d'un milieu très modeste, aînée de quatre enfants, elle a connu bien des humiliations. Son père s'est souvent trouvé chômeur durant la grande crise économique. Syndicaliste, il militait de toutes ses forces dans le camp communiste, malgré l'opposition de sa belle-famille. Quant à Betty, elle prit si bien fait et cause pour son père que, dès l'âge de neuf ans, elle se mit à lire les journaux et à embarrasser ses camarades d'école ou sa parenté bourgeoise en demandant : « Que faites-vous, vous, pour amener la révolution et réparer toutes ces injustices ? »

C'est la mort tragique de sa mère qui a profondément marqué et endurci la jeune Betty. « J'avais 14 ans, raconte-t-elle. Maman est tombée gravement malade. Papa était à Londres, cherchant du travail. Sachant qu'il n'aurait pas d'argent pour son billet de chemin de fer, je n'osais le faire revenir. De son côté, maman me défendit d'appeler le docteur : nous lui devions déjà trop d'argent. Elle mourut avant que je n'arrive à décider que faire. C'est moi qui dus annoncer la nouvelle à mon père. Il me reprocha amèrement ma façon d'agir : il aurait bien trouvé à emprunter de l'argent et il aurait fallu faire venir le docteur de toute façon. Juste avant l'enterrement de maman, papa nous a tous réunis. « Votre mère a transgressé notre accord tacite, » nous dit-il. Elle s'est fait des amis de l'autre côté de la rue. Certains d'entre eux vont peut-être venir à l'ensevelissement. » Mettez-vous bien dans la tête que votre mère est morte par leur faute. Ces gens-

» là, il faut les haïr. » Les frères et sœurs de maman étaient venus de très loin pour l'enterrement. Nous les aimions bien, mais papa les détestait, car ils désapprouvaient ses activités communistes. Aussi ne tenait-il pas à ce qu'ils apprennent la vérité : qu'il était absent de la maison au moment de sa mort et que nous n'avions pas fait venir le docteur. « Ne leur dites aucun détail », nous ordonna-t-il. Nous ne les avons plus jamais revus.

» Ce fut comme si, en quelques jours, je perdais ma mère, mon père et toute ma parenté. Il ne me restait plus que mes frères et sœurs, que je dus élever toute seule. »

Au pied du mur

Durant ses années d'études à l'école normale, Betty parfait sa connaissance du marxisme et se forme à l'action révolutionnaire. On lui apprend qu'il faut noyauter les écoles, les églises, l'administration gouvernementale. Pourtant, certaines de ces méthodes lui répugnent ; elle se met à douter. Elle repense alors au Réarmement moral, dont elle a entendu parler un jour et dont elle avait pensé qu'il n'était bon que pour les classes dirigeantes. Elle décide d'appliquer pendant deux ans les principes moraux qu'on lui avait proposés. « On verra bien si ça marche », se dit-elle. Témoin de l'impact du Réarmement moral dans les mines du Pays de Galles, elle commence à croire qu'il y a là quelque chose de valable. Elle opte alors pour la solution du changement de l'homme.

Au lendemain de la guerre, elle épouse Rex Gray, fils choyé d'un pasteur méthodiste. Le Réarmement moral l'aide, lui, à appliquer sa foi chrétienne dans le détail de sa vie quotidienne.

Betty, son mari et leurs trois enfants s'installent modestement à Newcastle, ville de 250 000 habitants où Rex est fonctionnaire de la Municipalité. Dans le ménage, tout n'est pas rose. Il y a de sérieux tiraillements entre le père et une des filles. Les certitudes religieuses de Rex irritent Betty qui, elle, cherche encore, relit la Bible trois fois de suite, se débat avec elle-même. Désireuse

d'oublier les privations de son enfance, elle travaille dur comme enseignante pour procurer une sécurité à ses enfants. A table, aucun reste n'est toléré, même si les filles ont trop à manger. Leurs amies sont mal accueillies : « Nous n'avons pas de quoi. » Et puis, l'amertume jamais guérie de la mère réapparaît à chaque instant. Pourtant, l'unité commence à naître. Explications sincères et excuses mutuelles apportent la réconciliation de père à fille et de mère à fille. Et puis, on reste ouvert au monde extérieur, aux besoins des autres.

Avec les Antillais et les Indiens

Ville industrielle du nord-est, Newcastle compte vingt-mille immigrants indiens, pakistanaï, antillais. Se voulant responsables vis-à-vis de leur région et des problèmes qui s'y posent, Betty et Rex sentent qu'ils doivent aider ceux qui souffrent de la discrimination, notamment en leur ouvrant leur foyer.

Mais comment faire quand il y a tant de copies à corriger le soir après la classe ? La seule solution eût été de ne plus enseigner. « J'examinai le budget familial, poursuit Betty : c'était impossible. Les enfants faisaient des études ; nous n'avions pas d'économies. » L'idée persistant, Betty réunit toute la famille pour en parler. « Ce fut la première fois, rappelle une des filles, que maman nous a raconté ce qu'elle avait vécu durant son enfance. » Et c'est en famille, après un moment de silence, que fut prise la décision. Betty quitte alors son travail.

« Je me suis vite retrouvée au pied du mur, reprend-elle. Je ne m'étais jamais vraiment libérée de mon amertume. Je craignais qu'elle ne dirige ma vie pour toujours. Que pouvais-je alors donner à ceux que nous recevions chez nous ? Désespérée, je me tournai vers une personne que nous avions reçue chez nous. Comment sa foi l'avait-elle aidée à vaincre l'amertume et la souffrance ? Elle m'expliqua que n'importe qui peut déposer au pied de la Croix tout son péché, toutes ses haines, qu'alors viennent et le pardon et la guérison. Je vis soudain une lueur d'espoir et je franchis le pas. Je constatai alors que mon fardeau était tombé, que je pouvais aider les autres. »

Dès lors, leur foyer est un lieu où les gens viennent parler du fond de leur cœur, parce qu'ils comprennent ce que la famille Gray a vécu. Rex invite les membres du comité interracial dont il est devenu président. Juifs, musulmans, hindous, Antillais, Indiens défilent dans leur maison, vite renommée dans le quartier *les Nations unies*.

Pour projeter un film, on repousse les meubles, on enlève des portes. Il y a parfois trente personnes à dîner. Des invités restent pour la nuit. On craint de manquer d'argent, ou de nourriture, mais les invités apportent un dessert, ou une contribution financière. Un jour, alors que Betty se demande comment elle va remplacer ses draps usés, une amie lui offre toute une pile de draps dont elle n'a pas besoin.

Chez les conservateurs

A cause du comité que préside Rex, les Gray sont en contact avec les milieux politiques locaux. « Aux dernières élections, raconte Betty, c'est un député conservateur qui a été élu dans notre circonscription, un homme convaincu de la nécessité de réduire le nombre des immigrants. J'ai pensé aussitôt à nos amis antillais et indiens et à leurs dirigeants, qui envisageaient déjà de quitter le pays. Les immigrants nous rendent d'immenses services. Hélas, ils sont parfois des pions dans la lutte pour le pouvoir. Je suis alors entrée en contact avec une amie qui milite dans le parti conservateur. Elle m'a aussitôt dit que l'Association des femmes du parti conservateur cherchait un orateur pour son assemblée, qui devait avoir lieu prochainement. Je lui ai proposé d'inviter M. Shukla, un immigrant indien de nos amis, à parler à ces femmes des immigrants qui sont à nos portes, de leurs cultu-

res, de leurs religions. Ce qui fut fait. Trois semaines plus tard, j'étais assise avec la duchesse de W., avec Lord X. à ma droite et Lady Y. à ma gauche. Il y avait 500 personnes, qui appartenaient toutes au parti conservateur. Je priai pendant que M. Shukla parlait, et malgré mon appréhension toutes les questions qui furent posées étaient positives. Un des invités me dit, après la réunion, que cette journée avait marqué un tournant dans sa façon d'envisager la question des immigrants. En outre un des dirigeants du parti était venu spécialement de Londres. Nous avons pu lui faire rencontrer divers responsables des minorités raciales et il put les rassurer sur l'avenir des immigrants, ce qui fut répété à tous leurs amis. Les esprits se calmèrent.

« Bien de ces femmes conservatrices sont aujourd'hui mes amies. Malgré les réactions qui m'assaillent parfois encore, l'expérience que j'ai faite m'a donné la force d'aider précisément ceux que j'avais rendus responsables de mes souffrances. J'avais toujours voulu que ce soit eux qui me comprennent, moi et ma classe. Maintenant je souhaite que eux aussi découvrent le renouveau qu'apporte le Christ. Cela prend du temps, mais la compassion nécessaire m'est donnée au fur et à mesure.

« Avoir souffert renforce en vous le sens de la communauté et la compassion. J'en suis venue à être reconnaissante d'avoir souffert. »

(Propos recueillis par Evelyne Seydoux.)



Betty et Rex Gray à Caux avec leurs amis M. et Mme Harry Shukla.

RÉCENTES PARUTIONS

Claire Evans-Weiss

le défi féminin

Atteinte d'un cancer inopérable, Claire Evans-Weiss a consacré le court répit qui lui a été accordé à écrire le livre auquel elle pensait depuis des années. A l'orée de la mort, avec une lucidité qui dépassait l'humain, elle dictait encore. Il en jaillit un cri et un témoignage — sur les femmes, le féminisme, le mariage, l'éducation, la souffrance — qui forcent à prendre du recul sur maintes théories d'hier et d'aujourd'hui.

(2^e édition)

PRIX : 10 Fr.s. 22 FF + port



(3^e édition)

Suisse : Fr. 3.— ; 10 ex. : Fr. 25.—
France : 6 F. ; 10 ex. : 50 F.

SUISSE : Editions de Caux
Case postale 218, 6002 Lucerne

FRANCE : Editions de Caux
68, bd Flandrin, 75116 Paris

Autour du monde avec le Réarmement moral

Oratorio en Australie

C'est par la radio et la télévision que la population de Toowoomba, près de Brisbane, apprit que l'*Oratorio pour notre temps* serait donné le 29 juillet pour la première fois en langue anglaise. La veille, la presse avait publié une interview et une photo du compositeur Félix Lisiecki venu avec sa femme spécialement pour l'occasion. C'est en présence de l'évêque, et dans une cathédrale comble, que l'œuvre a été donnée.

L'initiative de la soirée, destinée à rapprocher les différentes confessions religieuses représentées dans la ville, revient à Ruth Warrington, une jeune femme de 21 ans récemment émigrée d'Angleterre. Lorsqu'elle

La presse jurassienne s'est fait l'écho du passage, à Moutier, de David Crowchild et Leo Pretty Young Man, chefs indiens du Canada, et de leurs épouses. M^{me} Ribordy, conseillère municipale, reçut la délégation à l'Hôtel de ville. Le quotidien *Le Pays* souligne le fait que les Indiens sont venus de Caux accompagnés de Canadiens anglophones et francophones.



demanda son soutien à un homme d'affaires, celui-ci déclara que c'était de la folie ; mais lorsqu'il eut entendu l'œuvre, il vint lui dire : « Je sais maintenant que ce n'était pas de la folie, mais de la foi. »

Les jours qui suivirent, M. et M^{me} Lisiecki furent invités à plusieurs reprises par des personnes désirant approfondir avec eux l'idée du « changement de l'homme ».

Une deuxième représentation de l'oratorio a eu lieu le 23 septembre.

Sur les ondes

Cet été la radio et la télévision britanniques ont rendu compte à plusieurs reprises des actions menées par le Réarmement moral.

Durant neuf dimanches consécutifs les auditeurs d'un programme religieux radio-diffusé furent informés des projections de films du Réarmement moral organisées au Centre des Jeunes Chrétiens situé en plein cœur de Londres.

D'autre part, les téléspectateurs de la chaîne ATV ont assisté à neuf minutes d'entretien avec deux personnalités qui se con-



« Mes affaires ne sont pas les mêmes que les vôtres, a déclaré aux industriels réunis à Caux le cardinal Koenig, archevêque de Vienne. Mais les gens d'Eglise doivent se rendre compte des aspirations des ouvriers en allant sur leurs lieux de travail. L'Eglise et les syndicats doivent déployer des efforts communs pour que soit reconnue la valeur intrinsèque de chaque travailleur. »

sacrent entièrement au Réarmement moral : Conrad Hunte, le champion international de cricket, originaire des Antilles, et Alec Smith, fils du premier ministre de Rhodésie. Décrivant leurs expériences personnelles, ils ont souligné l'un et l'autre l'impact du Réarmement moral sur leur profession et sur les conflits raciaux dans plusieurs continents.

Enfin, Radio-Oxford a demandé à trois étudiants de la ville d'expliquer comment leur ensemble musical a participé à la campagne qu'a lancée un groupe de syndicalistes et d'industriels résolus à faire sortir leur pays de la crise. Auparavant ils avaient eux-mêmes mis de l'ordre dans leur propre vie : l'un d'eux avait remboursé à son patron les pièces volées qui lui avaient servi à construire sa voiture.

Livre noir et blanc

Une version russe du *Livre Noir et Blanc* vient de paraître aux Editions de Caux (prix : Fr.s. 4.—). Le lancement du livre a eu lieu à Caux en présence de l'écrivain russe A. Krasnov-Levitin.

Les auteurs de l'édition maltaise du *Livre Noir et Blanc* ont envoyé un exemplaire du livre à chaque membre du gouvernement de l'île et à tous les députés. L'Association des Emigrés maltais s'est chargée de la vente à l'étranger.

MEXICO 1956

Mon dernier pot-de-vin

« Un télégramme du Mexique », nous annonce le PDG en ouvrant notre réunion hebdomadaire : « Commande centrale thermique acquise. » C'était fin 1955, notre premier grand succès au Mexique. Un groupe de turbines à vapeur pour la centrale de Laguna, au cœur des plantations de coton.

Ce succès faisait plaisir. La direction suisse a adressé un télégramme de félicitations à l'ingénieur envoyé de Zurich et à notre représentant à Mexico.

Mais pourquoi obtenions-nous la commande alors que notre firme n'était guère connue au Mexique pour ses turbines à vapeur ?

Pourtant, le télégramme était sur la table. Nous avions la commande. Pendant des années nous allions travailler avec le Mexique. Les contrats étaient signés.

Des rumeurs se mirent à circuler dans les bureaux et dans les couloirs, du directeur général jusque chez le plus petit employé : notre représentant à Mexico aurait fait des promesses. Une première ombre se profilait sur l'affaire. Était-ce vrai ? Qui avait fait des promesses ? Et à qui ?

Janvier 1956 : muni d'une certaine somme, je m'envole vers Mexico, envoyé par ma firme. C'est mon premier voyage dans ce pays. Il s'agit de clarifier cette situation confuse. Tâche délicate et pesante. Ce sera notre premier contact direct et avec notre représentant et avec notre client. Il faudra explorer, tâter le terrain, découvrir les intermédiaires.

Mexico City. Des millions d'habitants au pied d'un volcan enneigé, le Popocatepetl. La richesse y côtoie la misère. Des appartements de luxe, des hôtels tout neufs, des rivières de réclames lumineuses aux couleurs criardes, une ville immense, puissante, riche.

Je suis seul. Notre représentant, que je connaissais, se montre plutôt froid et distant. Par où commencer ? Qui est cet industriel important dont on me parle, beau-frère du client ? C'est lui qui aurait précisé les exigences.

Je rencontre notre client au club des industriels. Un endroit distingué, décoré avec goût. Sûr de lui, poli, le Mexicain est là. Le repas est servi dans des assiettes en or.

Mon vis-à-vis dans ce club élégant est-il un des intermédiaires ? Comment aborder la délicate question ?

J'attends. Après une tasse de bon café mexicain, mon hôte me tend sa carte. Il m'attend le soir même, chez lui. Pas avant 21 heures. Puis il me quitte.

A l'hôtel, j'avais mis l'argent dans un coffre-fort. Des dollars, en billets de banque. Je connaissais la somme. Je prends l'argent, je compte les billets. Soudain je m'arrête. Payer un pot-de-vin ! Impossible. Je remets les billets dans le coffre et me mets en route les mains vides.

Une loi non écrite

La villa se trouve dans le meilleur quartier de la capitale, Chapultepec. Le domestique ouvre la porte. Mon ami m'attendait. Était-il mon ami ? Allait-il devenir mon ami ? Je lui parle franchement : « Je n'ai pas apporté d'argent, lui dis-je. Pourquoi cette commission ? Est-ce vraiment ce que vous attendez ? Le prix fixé ne comportait de commission ni pour vous, ni pour qui que ce soit d'autre. Êtes-vous conscient que nous faisons quelque chose qui n'est pas juste ? Veuillez y réfléchir. »

L'argent est destiné à son beau-frère, m'explique-t-il, « Si vous ne respectez pas votre promesse, ajoutez-lui en levant le doigt, vous rompez un *gentlemen's agreement* et vous vous privez de nombreux autres contrats. »

La porte du jardin se ferme bruyamment. Je sursaute. Un taxi me ramène à l'hôtel. Il est presque minuit. Que faire ? A qui parler ? Être honnête, ne pas donner d'enveloppe ? Un cas de conscience : faut-il ou non tenir parole ?

Je me sens excité, anxieux. Est-ce de la mauvaise conscience ? Je vois devant moi le doigt levé de l'industriel mexicain.

Je garde un bon souvenir de la visite en Suisse de M. Mora, l'ingénieur-conseil de la firme *Palomina y Mora*, maître d'œuvre de la centrale de Laguna. C'était son premier séjour dans notre pays et il était accompagné de sa femme. Ils étaient tous deux

de vrais Mexicains, très cultivés, le cœur grand ouvert, simples d'aspect, pleins de compréhension pour les autres. En quelques jours ces étrangers étaient devenus nos amis. Nous avons abordé tous les sujets : Dieu, le recul des églises, les manquements des chrétiens, l'écoute de la voix divine, l'esprit de responsabilité qu'il faudrait tant développer dans l'industrie, dans nos pays. Nos premières négociations techniques sur la centrale de Laguna nous avaient menés très loin !

Au moment de leur départ, M^{me} Mora m'avait fait cadeau d'un châle aux vives couleurs. « Mon châle, avait-elle dit, celui que je mets pour aller à l'église. Ce sera pour votre fille Mary en souvenir de vos amis mexicains. »

Ce matin-là, je retrouve mes amis sur le seuil de leur maison, entourée de plantes et d'arbres tropicaux. Passant au-dessus de la coupole neigeuse du Popocatepetl, le soleil nous atteint de ses premiers rayons. Des nappes de brouillard, non encore dissipées, planent sur la ville. Après un petit déjeuner à la mexicaine, nous nous asseyons dans le grand salon inondé de soleil.

Enfin je peux parler de ce qui me tient le plus à cœur. Mon angoisse devient la leur : les commissions exigées, la corruption. Que faire ? Dois-je respecter l'engagement pris ?

Nous nous taisons. Puis mon ami parle : « C'est une loi non écrite, chez nous, que l'on paie les commissions promises. Donnez leur part à tous ceux à qui il a été promis quelque chose, mais aidez-les à voir qu'il n'est pas juste de recevoir de l'argent qu'on ne mérite pas, de toucher des sommes secrètes, d'être tenaillé par la peur d'une dénonciation. Que ce soit votre dernière commission : soyez franc avec les Mexicains, ils vous comprendront. Ceux qui ont passé cette commande pour Laguna sont mes amis. » Après une autre pause, nous prions pour que je trouve les paroles appropriées, pour que j'aie le courage et les forces nécessaires.

« Tenez parole, payez les commissions et changez vos interlocuteurs. Revenez nous voir. *Esta casa es sua casa.* » Sur ces mots je prends congé de mon ami.

Il ne me reste plus beaucoup de temps.

Les dollars étaient comptés

Chaque jour je fais une visite, un paquet de dollars dans la poche.

La secrétaire de notre client, qui décide qui son patron reçoit ou ne reçoit pas et quels renseignements il faut lui faire par-



« Passant au-dessus de la coupole neigeuse du Popocatepetl, le soleil nous atteint de ses premiers rayons... »

enir, reçoit une de mes enveloppes. Elle a prend comme les autres, presque avec indifférence, sans remercier.

Pour voir son patron, il avait fallu que je me prépare. J'entre dans son bureau avec un roman policier que j'avais acheté et dans lequel j'avais glissé l'argent. Je prends congé après une longue conversation, « oubliant » le livre sur une table où se trouvent de nombreux ouvrages techniques.

Le chef du bureau d'études, un jeune Mexicain qui a fait ses études en Europe, m'invite à déjeuner. J'ai mes dollars dans la poche. Il ne les prend pas. « Pas de commission, me dit-il. Je sais que c'est l'usage et on me reproche de ne pas m'y plier. Mais je suis décidé. Reprenez votre argent. » Voilà un homme honnête et résolu : pas de corruption, ni aujourd'hui, ni à l'avenir. Prêt à tenir tête à ses collègues, à son patron. Une attitude contagieuse, un exemple que d'autres suivront.

« C'est votre prix » ?

La veille de mon départ du Mexique, je rends visite à l'industriel du quartier chic de Chapultepec. Il attend et ma réponse et l'argent pour son beau-frère. Nous nous trouvons le soir, tard. Les dollars étaient comptés, la liasse serrée dans une enveloppe, dans ma poche.

Suis-je meilleur que lui, plus honnête, moi qui lui apporte un pot-de-vin, ou suis-je aussi tendu que lui, assis dans son fauteuil de cuir, attendant mon argent ?

La main tremblante, je lui passe l'enveloppe. Il ne dit pas un mot, prend la liasse

et la fait glisser dans un tiroir. « Je remplis un engagement, dis-je alors, mais c'est la dernière fois. A l'avenir, il n'y aura plus de commission. Nous nous reverrons. Nous continuerons de vous faire des offres et nous nous efforcerons d'obtenir vos commandes, mais ce sera dans l'honnêteté. Etes-vous d'accord ? »

Ma question est directe et claire. Il réfléchit un instant, se lève, me tend les mains et me dit : « D'accord. Et vous vous êtes fait un ami. Bon voyage. Nous nous reverrons

LU... VU...

Le bungalow du président

Le nouveau président de la République indienne, M. Sanjiva Reddy, a annoncé qu'il quitterait le palais de 300 chambres réservé, à La Nouvelle Delhi, au magistrat suprême, pour s'installer dans un simple bungalow. Il a aussi demandé une réduction considérable de son salaire.

D'après l'hebdomadaire indien *Himmat*.

A propos du terrorisme

Si certains, dans ces sociétés mêmes où la violence n'est pas nécessaire, choisissent néanmoins de verser le sang pour se faire écouter, c'est que leur poids politique réel est trop faible pour qu'ils parviennent à se faire écouter autrement. Aussi leur rage traduit-elle l'impasse où se trouvent non pas

en Suisse. » Il m'accompagne à la porte, attend un moment, me fait un signe de la main.

Peu de temps après, ce même client veut commander un deuxième groupe de turbines à vapeur. Notre devis va rejoindre ceux qui viennent du monde entier. L'offre est honnête, les données techniques complètes, le prix final calculé sans commission. Je suis convaincu que nous emporterons l'affaire si nous luttons honnêtement. La bataille est rude.

Je dois me rendre à Mexico, où notre client me reçoit. Maintenant, nous nous connaissons. Les différents spécialistes sont réunis autour d'une table : ils me posent des questions, exigent des concessions, menacent de se tourner vers nos concurrents.

Lorsqu'ils abordent la question du prix, j'ai une seconde d'hésitation : « Vais-je céder, pour ne pas perdre l'affaire ? Non, dit une voix en moi, non, ne cède pas. » Je tiens bon. A ma grande surprise, le directeur demande alors : « Votre prix inclut-il la moindre commission ? » Je réponds clairement : non.

« C'est votre dernier prix ? » me demande-t-on. Les ingénieurs mexicains se taisent. Voyant l'expression du directeur, je me dis qu'il pense à son beau-frère et aux suites de la dernière commande. Une prière rapide, et j'ajoute : « C'est mon dernier prix. »

« Vous avez la commande, mes félicitations », me dit le directeur.

Une commande sans commission.

Hellmut Dachler.

les régimes qu'ils veulent détruire, mais ceux qu'ils veulent instaurer, ou imiter.

Jean-François Revel, *L'Express*.

Une société « vécue »

Aucune institution neuve ne peut s'implanter dans une société « meilleure » que nos sociétés actuelles si elle n'est pas « vécue » de l'intérieur par des hommes ayant fait l'effort de se renouveler eux-mêmes.

Georges Friedmann

dans un entretien publié dans *Le Monde*.

Quoi de neuf ?

Entendu chez un antiquaire : un jeune homme, se croyant bien élevé, posa innocemment la question : « Quoi de neuf ? » Il fut mal accueilli.

...ENTENDU

Swissair vous propose d'aller pour de bon prendre du repos à New York.



Quand vous volez à destination de New York, le jour de votre départ compte vingt-neuf heures.

Et quand vous voyagez de Genève à New York non-stop par le vol SR 110, qui a lieu tous les jours sauf le mardi, ces heures gagnées vous permettent de commencer votre séjour à New York de la façon la plus raisonnable: dans votre lit.

En effet, vous arrivez à 19 h 15, heure locale, vous vous rendez à votre hôtel, vous faites un brin de toilette, vous prenez encore un Bourbon au bar, et vous pouvez vous glisser dans vos draps vers dix heures. Le lendemain, quand vous jetterez véritablement un premier coup d'œil sur New York, vous serez bien reposé, ce sera le matin, et vous aurez un jour entier devant vous.

Au départ de Genève, mêmes avantages. Pas question de chambouler votre horaire: pratiquement, la journée entière vous appartient. Vous filez à Cointrin vers 15 heures, et à 15 h 50 vous vous envollez en direction de l'ouest dans un spacieux Boeing 747 Jumbo Jet. En cours de route, confort et service Swissair tradition-

nels. Si vous voyagez en première classe, vous pouvez tranquillement prendre un «drink» dans le salon du premier étage. Vous choisissez entre plusieurs menus (trois en première classe, deux en classe économique) et huit programmes musicaux. Et si cela vous tente, votre fauteuil d'avion devient un commode fauteuil de cinéma.

Maintenant, vous êtes peut-être un noctambule impénitent, et vous ne voulez à aucun prix, surtout pour votre première soirée à New York, aller vous coucher à dix heures. Eh bien, soyez heureux: avec Swissair, vous arrivez juste au bon moment pour vous plonger dans l'électrisante vie nocturne de New York.

Swissair et votre agence de voyages IATA se feront un plaisir de vous fournir des détails complets sur les treize possibilités que vous avez chaque semaine de vous rendre non-stop en Boeing 747 Jumbo Jet à New York. Et sur tous les services qui sont à votre disposition, en votre qualité de passager Swissair, avant et après le vol.

